

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1993, chapitre 102

## LOI CONCERNANT LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE L'OUTAOUAIS

---

### **Projet de loi 244**

présenté par M. Robert LeSage, député de Hull

Présenté le 18 décembre 1992

Principe adopté le 14 juin 1993

Adopté le 14 juin 1993

**Sanctionné le 15 juin 1993**

---

**Entrée en vigueur: le 15 juin 1993**

---

**Loi modifiée:** Aucune







## CHAPITRE 102

### Loi concernant la Compagnie de chemin de fer de l'Outaouais

*[Sanctionnée le 15 juin 1993]*

Préambule ATTENDU que les municipalités de Hull, Chelsea et La Pêche ont résolu de promouvoir le développement et l'exploitation d'un produit touristique dans leur collectivité;

Que pour réaliser ces fins, elles ont initié le processus de création de la Corporation « Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc. », constituée le 18 juin 1986 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes (S.R.C., 1970, chapitre C-32);

Que le Conseil a développé le concept d'un train touristique dans le corridor Hull-La Pêche et que ce train opère effectivement depuis le 27 juin 1992;

Que, pour la réalisation, la mise en oeuvre et l'exploitation de ce train touristique, le Conseil s'est associé à 275-4541 Canada Inc., compagnie constituée le 25 septembre 1991 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (L.R.C., 1985, chapitre C-44);

Que l'acquisition des biens ou droits nécessaires à la réalisation du projet a amené le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc. à conclure divers contrats et conventions, dont notamment, des baux emphytéotiques de 25 ans avec la ville de Hull et la municipalité de La Pêche et un bail renouvelable pour des périodes de cinq ans jusqu'en l'an 2017 avec la municipalité de Chelsea;

Que le train touristique Hull-Wakefield fait partie de la stratégie de développement touristique de la région de l'Outaouais en raison, entres autres, de sa localisation à proximité de la capitale nationale;

Qu'aux fins d'assurer le respect des obligations existantes et de doter la région de l'Outaouais d'un véhicule capable de garantir la continuité des opérations de chemin de fer à des fins touristiques, il est approprié de constituer une compagnie de chemin de fer;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Constitu-  
tion

**1.** Est constituée une corporation à but non lucratif sous la dénomination de « Compagnie de chemin de fer de l'Outaouais ».

Exploita-  
tion d'une  
ligne de  
chemin de  
fer

**2.** La Compagnie a pour objet de promouvoir le développement touristique, culturel et historique de la région de l'Outaouais; à ces fins, elle a notamment le pouvoir d'acquérir, de posséder et d'exploiter la ligne de chemin de fer Hull-Chelsea-Wakefield et de toute extension de cette ligne. Elle peut également, pour ces fins et avec l'autorisation du ministre des Transports, exploiter toute autre ligne de chemin de fer dans cette région.

Autorisa-  
tion préa-  
lable

Une corporation créée sous l'autorité de la partie 1A de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) peut, malgré l'article 123.5 de cette loi, et si elle est autorisée par le ministre des Transports, exploiter toute ligne de chemin de fer qui lui est confiée par la Compagnie.

Objet de  
la com-  
pagnie

**3.** La Compagnie a également pour objet de promouvoir la mise en place d'infrastructures touristiques à caractère public le long de la ligne de chemin de fer, l'implication et la participation du secteur privé à l'exploitation des sites et des équipements touristiques et le développement touristique de la région.

Dispositions  
applicables

**4.** La partie III de la Loi sur les compagnies et les articles de la partie I applicables à la partie III en vertu de l'article 224 de cette loi s'appliquent à la Compagnie à l'exception des suivants: 2.1, 5, 8 à 10, 12, 18, 19, 20, 26, 27, 30, 37 à 40, 80, le premier alinéa de 84, 119, 120, 217, 218 à 221, 231 et 232.

Loi non  
applicable

La Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14) ne s'applique pas à la Compagnie.

Administra-  
teurs

**5.** Les personnes agissant à titre d'administrateur du Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc. sont les administrateurs provisoires de la Compagnie et leur nombre constitue le nombre d'administrateurs permanents à élire. Ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient dûment remplacés et sont réputés être les membres fondateurs de la Compagnie.

Siège  
social

**6.** Le siège social de la Compagnie est situé dans la ville de Hull.

c. C-38,  
a. 28, mod.  
pour la  
compagnie

**7.** Pour les fins de la présente loi, les deux premières lignes de l'article 28 de la Loi sur les compagnies sont remplacées par ce qui suit :

Dissolution

« **28.** La Compagnie peut être dissoute, à sa demande, si elle démontre à l'inspecteur général qu'elle y est autorisée par le ministre des Transports et : ».

Droits et  
obligations

**8.** La Compagnie assume les droits et obligations contractuels du Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc. relatifs à l'exploitation de la ligne de chemin de fer Hull-Chelsea-Wakefield et les biens relatifs à cette exploitation sont transférés à la Compagnie.

Droits et  
obligations

Une corporation à qui la Compagnie confie, conformément à l'article 2, l'exploitation d'une ligne de chemin de fer peut assumer les droits et obligations contractuels de la corporation 275-4541 Canada Inc. relatifs à cette exploitation.

Enregistre-  
ment

**9.** L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt.

Avis au  
registra-  
teur

Cet enregistrement peut être porté à l'index des immeubles pour les immeubles décrits dans un avis au registrateur, lequel avis indique le numéro sous lequel la présente loi a été enregistrée.

Résolution  
du conseil

S'il n'est pas donné par acte notarié, un tel avis doit être approuvé par résolution du conseil d'administration de la Compagnie.

Entrée en  
vigueur

**10.** La présente loi entre en vigueur le 15 juin 1993.